

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Discours-prononce-lors-de-la-Rencontre-Mondiale-de-Solidarite-avec-la-Revolution-Bolivarienne>

Discours prononcé lors de la Rencontre Mondiale de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne

- Les Cousins - Venezuela -
Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por Samuel Moncada*

Caracas, Teatro Teresa Carreño, 10 avril 2003.

La souveraineté en péril

Le monde vit des jours difficiles, des jours dangereux. Les lois et les institutions créées par les nations pour maintenir la paix mondiale sont méconnues par le gouvernement qui détient le pouvoir militaire le plus étendu de l'histoire de l'humanité.

Des millions de civils innocents subissent les conséquences de ce pouvoir incontrôlé. Une guerre déclenchée par un gouvernement qui, à l'encontre de la Communauté internationale, joint au but illégal de détruire préventivement le pays qu'il considère une menace celui de contrôler les ressources naturelles de ce peuple.

L'utilisation du pouvoir militaire pour maintenir la supériorité économique représente un danger pour les petites nations du monde. Dans ces circonstances terribles, le principe d'égalité entre nations souveraines disparaît et est remplacé par la loi du plus fort, la plus primitive des lois.

Et c'est avec effarement que nous voyons utiliser la technologie la plus moderne du XXIème pour faire retourner l'humanité aux siècles passés, aux siècles des invasions coloniales.

Le néolibéralisme

Mais la guerre n'est pas l'instrument le plus utilisé pour réduire la souveraineté et l'indépendance des nations. Aujourd'hui, des entreprises privées détiennent des budgets supérieurs à ceux de beaucoup d'États nationaux. Ces gigantesques corporations possèdent des avantages dans la concurrence économique qu'ils parviennent à transformer en positions dominantes sur les marchés mondiaux. Leur vision du monde est simple : le monde entier est un grand marché, et tout obstacle aux forces des marchés doit être éliminé. C'est l'économie globale.

Ainsi, tous les pays doivent privatiser leurs ressources naturelles, privatiser leurs entreprises stratégiques, privatiser leurs services publics, réduire au minimum l'État, réduire au minimum l'imposition du secteur privé, éliminer tout type de régulation du marché, réduire les garanties sociales. Cette recette simple doit être appliquée uniformément, partout dans le monde, en faisant fi des différences entre les nations. C'est une idéologie dogmatique, qui élimine la diversité du monde, c'est une idéologie injuste qui récompense le privilégié et punit le faible. C'est la Loi du plus fort qui détruit le tissu social des nations. C'est le néo-libéralisme.

En Amérique Latine, nous avons souffert des effets pervers du dogmatisme néo-libéral. Tous nos pays ont été forcés d'avalier l'amère potion du néo-libéralisme avec la promesse d'un avenir meilleur à long terme. Le résultat a été l'appauvrissement du plus grand nombre, la faillite de l'administration publique, l'augmentation de la dette extérieure à des niveaux impossibles à payer par la société, la destruction de l'éducation et de la santé publique, le discrédit des élites traditionnelles et les convulsions sociales et politiques qui s'ensuivent. Devant cette réalité, la réponse des puissants est surprenante : il n'y a pas d'alternative, vous devez persévérer dans l'obéissance à la pensée unique. Au Vénézuéla, l'épidémie du néo-libéralisme est allée jusqu'à s'imposer à feu et à sang.

Le 27 février 1989, la réaction populaire contre les politiques néo-libérales a été écrasée par le plus grand massacre du XXème siècle au Vénézuéla. Une tragédie qui a brisé notre société, qui a séparé les dirigeants des majorités populaires dans la politique, l'économie, le syndicalisme et les forces armées. La conscience des Vénézuéliens a

subi le choc de nombreuses questions : si le Vénézuéla était une nation libre et démocratique,

[-] Comment les Forces Armées auraient-elles pu se comporter comme une armée d'occupation envers leur propre peuple ?

[-] Dans quelle sorte de démocratie les dirigeants exécutaient des politiques contre les majorités pauvres sans se soucier des conséquences ?

[-] En quoi consiste la souveraineté nationale si les décisions fondamentales de la nation sont ordonnées par le FMI ?

Les réponses des dirigeants de cette époque furent brutales : il n'y a pas d'alternative, c'est le peuple qui ne comprend pas la globalisation, le nouvel ordre international.

La crise n'était pas seulement économique ; c'était aussi celle d'un type de direction, d'une conception de la démocratie, d'une manière de penser la nation. Dans les années 90, nous, Vénézuéliens, résistions à l'agression anti-populaire et anti-nationale en cherchant une réponse autre que celle que nous offraient nos dirigeants.

Pourquoi Simón Bolívar ?

Il fallait chercher dans une autre direction, tourner le regard vers nous-mêmes, vers nos racines, pour dégager ce que cela signifiait d'être Vénézuéliens. Et c'est là que nous avons retrouvé le fondateur de notre république, Simón Bolívar.

Les privilégiés de toujours se sont gaussés. Comment retourner au XIXème siècle alors que nous allons vers le XXIème ? Comment prendre exemple sur un homme qui n'a pas connu les ordinateurs ou l'électricité ? Selon eux, rien de Bolívar ne pouvait être sauvé.

La réponse est très claire. Elle est dans les valeurs, dans les principes d'action que Simón Bolívar a proposés pour créer la nation.

Simón Bolívar était un homme de son temps, mais beaucoup de ses idées et de ses valeurs vont au-delà de sa vie et sont toujours valides aujourd'hui.

Il est le symbole de notre nationalité, le Vénézuélien indispensable sans lequel notre histoire ne peut être comprise. Mais il est en même temps le Vénézuélien le plus latino-américain, car il n'a pas pensé sa patrie dans les limites étroites du Vénézuéla actuel. "Pour nous, la Patrie est l'Amérique" disait Bolívar.

Quels sont les principes et les valeurs de la nation que proclame Simón Bolívar ?

D'abord l'indépendance, la certitude absolue que les peuples américains doivent être libres de toute domination étrangère. Pour l'homme qui a combattu contre un empire, la liberté de la Patrie, c'est-à-dire la capacité à décider de son propre destin, n'était pas négociable. L'indépendance est plus qu'un acte de séparation de l'Espagne ; c'est le sauvetage du respect de soi, de la dignité du peuple qui exerçait sa liberté. L'indépendance est un processus permanent que l'on construit tous les jours. Il ne s'agit pas d'échanger un empire contre un autre, mais de la manière dont les Vénézuéliens existent dans le monde et pour toute la vie. C'est pourquoi Simón Bolívar est allé jusqu'à dire :

"Notre résolution, l'indépendance ou rien, est imperturbable", car sans elle disparaissait toute identité nationale. Le second principe est celui de la souveraineté populaire. Si l'indépendance fait référence à la liberté face à toute tyrannie étrangère, la souveraineté populaire affirme la liberté du peuple face à toute tyrannie interne : il affirme ainsi que "la souveraineté du peuple est la seule autorité légitime des nations". Bolívar est un révolutionnaire qui lutte pour transférer le pouvoir des privilégiés à tous les habitants de la nation, sans exclusion ; au peuple souverain. Dans ce sens, sa révolution est profondément démocratique car il n'y a pas d'autorité supérieure aux lois que le peuple s'est lui-même librement données.

"L'acclamation libre des citoyens est la seule source de légitimité de tout pouvoir humain", a affirmé Bolívar, selon un principe à caractère universel qu'il a défendu toute sa vie.

Si le peuple souverain formé d'êtres libres et égaux est la source du pouvoir, la forme du gouvernement ne peut être une autre que la république, le gouvernement auquel nous pouvons tous prendre part pour diriger nos vies. Ce n'est pas le gouvernement d'un homme ou d'une classe, c'est le gouvernement de tous les citoyens. Ainsi, Bolívar propose :

Le gouvernement du Vénézuéla a été et doit être républicain ; ses bases doivent être la souveraineté du peuple, la division des pouvoirs, la liberté civile, la proscription de l'esclavage, l'abolition de la monarchie et des privilèges.

Égalité et justice sociale dans la diversité

Une république d'égaux, une république sans privilège. Nous trouvons ici un autre principe de la pensée de Simón Bolívar : la justice sociale. La république et la liberté ne peuvent exister dans une société d'injustice sociale. C'est un devoir républicain de corriger les inégalités sociales, d'équilibrer les pouvoirs, les savoirs et les vertus des habitants : écoutons-le :

La nature fait les hommes inégaux en génie, en tempérament, en force et caractères. Les lois corrigent cette différence car elles placent l'individu dans la société pour que l'éducation, l'industrie, les arts, les services, les vertus, lui donnent une égalité fictive que l'on nomme proprement politique et sociale.

Bolívar parle de quelque chose de plus profond que l'égalité devant la Loi : il affirme que lorsque les inégalités sociales mettront en danger la république, il est un devoir de transformer la société pour sauver la liberté nationale. Issu d'une famille de l'oligarchie créole, il a combattu contre les privilèges de son propre cercle social. La liberté et l'égalité républicaines étaient supérieures aux intérêts mesquins de sa propre classe. Nous voyons ainsi comment il a combattu pour l'abolition de l'esclavage contre l'avis des maîtres locaux :

J'implore la confirmation de la liberté absolue des esclaves comme j'implorerais pour ma vie et la vie de la République.

Ces idées ont représenté une véritable révolution sociale à son époque et ont été rejetées. De même, le Libérateur a compris que les droits des peuples indigènes devaient être reconnus si les Américains voulaient construire des nations véritablement unies et libres.

Les peuples indigènes sont une part fondamentale de notre nationalité et il est un devoir républicain de corriger les injustices qu'au cours des siècles leur ont imposées les envahisseurs.

C'est ainsi qu'en 1820, il ordonne, prenant la défense des indigènes de Cundinamarca :

Discours prononcé lors de la Rencontre Mondiale de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne

Seront restituées aux naturels, en tant que propriétaires légitimes, toutes les terres qui formaient leurs propriétés selon leurs titres, quels que soient les titres allégués pour leur possession par leurs actuels détenteurs.

La terre pour les propriétaires d'origine, la terre pour ceux qui vivent comme des exilés dans leur propre nation, la terre pour libérer économiquement les plus faibles. Voilà un des objectifs de la révolution bolivarienne.

Bolívar est révolutionnaire quand il reconnaît que la diversité ethnique de l'Amérique ne peut se traduire par des privilèges de caste ni par la discrimination sociale. Les descendants d'indigènes, d'africains et d'européens, tout en étant différents, faisaient partie d'une seule et nouvelle nation, qui assurait dès lors la liberté, les garanties sociales et les chances pour tous.

L'éducation publique

À l'évidence, une tâche de cette ampleur ne peut être menée à bien en une année, ni même en une vie. Elle est l'oeuvre de générations qui, affirmant clairement ses principes, construit dans le temps la libération de la nation. Nous trouvons ici une autre valeur fondamentale de la pensée de Simón Bolívar : le pouvoir de l'éducation populaire. Opposé aux idées racistes de son temps, Bolívar croit fermement au caractère transformateur de l'éducation.

Ce n'est pas la nature de notre peuple qui détermine les inégalités sociales. La cause historique des conflits remonte à des centaines d'années d'exclusion sociale.

L'école publique a au moins deux objectifs :

À la fois augmenter la capacité des citoyens à produire leur propre prospérité ; et

Renforcer les valeurs républicaines, seule garantie contre la tyrannie.

Écoutons-le : "L'éducation et les institutions publiques sont le commencement le plus sûr du bonheur général et la base la plus solide de la liberté des peuples". "Le premier devoir du gouvernement est de donner une éducation au peuple, la santé d'une république dépend de la morale que, par l'éducation, les citoyens acquièrent dans l'enfance". " L'État est le premier intéressé à promouvoir l'éducation publique : celle-ci est une source d'équité et de progrès social. Il ne peut y avoir de république sans femmes et hommes instruits pour la liberté ". Seuls les tyrans souhaitent priver les peuples de l'éducation, car, comme Bolívar lui-même le signale, "un peuple ignorant est l'instrument aveugle de sa propre destruction".

Des institutions fortes pour combattre la corruption La morale et l'éducation étaient centrales pour la république, mais Bolívar n'était pas assez naïf pour penser que les vices sociaux disparaîtraient complètement. Seules des institutions fortes, avec des "lois inexorables" et des tribunaux impartiaux, seraient capables d'imposer la justice là où cela serait nécessaire.

Bolívar a vu en la corruption de l'administration publique un des grands dangers pour l'existence d'une nation libre. La corruption est un ennemi terrible car les voleurs n'ont pas de couleur politique : leur seule loyauté est l'argent et ils sont dissimulés dans les lieux les plus insoupçonnés.

Le Libérateur est né dans une famille de riches criollos et est mort dans la pauvreté, avec une chemise empruntée. Ceci n'est qu'un symbole de son refus de l'utilisation du pouvoir pour l'enrichissement personnel. Il disait :

La corruption des peuples naît de l'indulgence des tribunaux et de l'impunité des infractions. Voyez, sans force il n'y a point de vertu, et sans vertu la république périt.

L'unité civico-militaire et la corruption des armes Un autre danger pour les républiques libres de l'Amérique était la corruption des armes, c'est-à-dire l'abus par les chefs militaires du pouvoir des armées pour imposer la tyrannie à leurs concitoyens. Bolívar était hautement conscient de ses obligations en tant que militaire et citoyen. Militaire, la guerre lui faisait donner priorité à une armée forte, à un peuple armé, capable d'obtenir l'indépendance. Sans la discipline militaire, la république n'aurait pas été possible. Mais, une fois la paix obtenue, l'armée de libération n'avait aucun privilège sur la société. Bolívar affirme : "Un soldat heureux n'acquiert aucun droit de commander à sa patrie. Il n'est pas arbitre des lois ni du gouvernement, il est défenseur de la liberté ". Les grandes armées qui avaient obtenu la victoire militaire représentaient un danger pour la liberté dès qu'elles retournaient leurs armes contre les citoyens.

Bolívar a condamné la tentation militariste. Comme citoyen, il savait que les armées ne sont pas une société distincte et que l'unité nationale entre civils et militaires, si efficace dans la guerre, devait être maintenue dans la paix en acceptant la seule autorité légitime, celle du peuple souverain exprimée par ses lois et ses institutions.

Le militarisme, c'est-à-dire la domination de la société par une caste armée, est la dégénérescence de la République. Bolívar n'aura jamais été si clair que lors du Congrès d'Angostura où il affirmera :

Heureux le citoyen qui sous le bouclier des armes de son commandement a convoqué la souveraineté nationale pour qu'elle exerce sa volonté absolue [voir Discours d'Angostura].

Il était le général, non d'une armée d'opresseurs, mais d'une armée de libération.

Intégration latino-américaine

Le trait le plus caractéristique de Bolívar qui le distingue de la majorité des chefs vénézuéliens de l'indépendance est l'ampleur de sa vision stratégique. Bolívar a pensé la patrie en termes de continent latino-américain.

Les petites nations couraient le risque d'être écrasées par les grandes puissances si elles ne comprenaient pas la nécessité de l'alliance entre républiques. Les faibles unis seraient forts, leur histoire commune les rendait semblables entre eux et différents du reste du monde. La perte de la liberté où que ce fût en Amérique Latine représentait un danger pour tous. Seule la solidarité et le bénéfice mutuel clairement exprimé d'une alliance permettraient l'exercice des souverainetés nationales. Bolívar n'impose pas un modèle de gouvernement à l'Amérique Latine ; il savait bien que chaque peuple devait être gouverné selon ses besoins. Ce qu'il établit est l'intérêt commun de l'Amérique Latine à protéger son indépendance.

Il propose donc :

Nos républiques seront liées de telle manière qu'elles ne paraîtront pas en qualité de nations mais de soeurs, unies par tous les véhicules qui nous ont liés dans les siècles passés, à la différence qu'alors elles obéissaient à une seule tyrannie et que nous allons maintenant embrasser une même liberté avec des lois différentes et même des gouvernements divers ; car chaque peuple sera libre à sa façon et jouira de sa souveraineté, selon la volonté de sa conscience.

Unité dans la diversité, unité pour être libres de décider de nos destins. Telle était la conception de la patrie

latino-américaine. Telles sont les lignes fondamentales de la pensée de Simón Bolívar. Ses idées ont été majoritairement rejetées de son vivant. Pourtant, Bolívar est un patrimoine spirituel des Vénézuéliens, des Latino-Américains. Au fonds, ses idées sont une invitation à nous observer dans un miroir et à reconnaître ce que nous sommes, à penser depuis notre réalité. Le début de toute indépendance commence avec l'émancipation de la pensée et nous, aujourd'hui, nous acceptons ce défi.

Que signifie être bolivarien à notre époque ?

Ce n'est pas une religion, un dogme, une répétition du passé. C'est une position morale et politique face aux problèmes de notre présent. C'est partir de notre histoire en acceptant librement que les valeurs de Simón Bolívar soient réinterprétées, projetées, complétées selon les aspirations des peuples aujourd'hui.

Ainsi, nous, bolivariens, prenons part à un mouvement de transformation de la société qui lutte pour la sauvegarde de la souveraineté nationale, pour le transfert du pouvoir des élites traditionnelles vers les majorités exclues et pour la liberté et la prospérité de tous les Vénézuéliens. Nous croyons en la combinaison entre marché et État la plus adéquate pour notre société. Nous ne sommes pas dogmatiques.

Nous croyons en un secteur privé vigoureux avec des milliers de dirigeants de petites, moyennes et grandes entreprises productrices d'emploi et de richesse.

Nous croyons en la nécessité d'un État fort et efficace qui corrige les distorsions sociales du marché, qui administre nos ressources naturelles stratégiques et qui fournit des services économiques et sociaux à toute la population.

Mais nous combattons aussi pour le troisième secteur, le secteur solidaire, formé de femmes et d'hommes qui s'associent volontairement pour se soutenir eux-mêmes. Le secteur dans lequel le peuple aide le peuple en s'organisant dans de vastes mouvements d'indigènes, de paysans, de travailleurs, de femmes, d'étudiants, d'intellectuels, de coopératives, de comités de terres, de coursiers, de médias communautaires, de « classe moyenne en positif » et, évidemment, dans nos infatigables cercles bolivariens. Ces gigantesques forces sociales sont le moteur de notre démocratie participative. Ce sont les majorités qui récupèrent leur dignité et leur initiative, qui contrôlent l'État et exigent qu'il ouvre ses portes aux demandes sociales.

Nous luttons pour la démocratie politique, économique, sociale et culturelle.

Nous luttons pour l'équité et l'inclusion sociale, pour le respect de la diversité ethnique, pour l'égalité de genre.

Nous défendons les droits historiques de nos peuples indigènes sur leurs terres et leurs formes d'organisation sociale et culturelle.

Nous luttons pour les droits humanitaires des enfants, des personnes âgées et des malades, les plus faibles de notre société.

Nous luttons pour une éducation publique, populaire et gratuite qui forme des citoyennes et des citoyens libres, égaux et solidaires.

Nous luttons pour une santé publique universelle et gratuite qui libère notre peuple de la maladie.

Discours prononcé lors de la Rencontre Mondiale de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne

Nous soutenons un syndicalisme indépendant et fort qui ne trahit pas les intérêts des travailleurs.

Nous luttons pour des terres qui donnent aux paysans la base de leur libération économique.

Nous croyons que l'accès à la culture et au sport sont des droits de toutes les Vénézuéliennes et tous les Vénézuéliens.

Nous croyons que les militaires vénézuéliens font partie intégrante du peuple souverain et que cette unité d'intérêts et de buts est garante de nos libertés.

Nous savons que notre destin est attaché à celui des peuples d'Amérique Latine, c'est pourquoi nous promouvons une alliance solidaire qui, tout en respectant nos différences, fortifie la souveraineté de nos nations et les libertés de nos peuples.

Notre affirmation de la souveraineté nationale n'est pas une négation de ce qui est étranger : aimer ce qui est à soi ne signifie pas haïr ce qui est étranger. Nous, bolivariens, nous sommes ouverts aux influences internationales, comme l'exprimait le grand patriote cubain José Martí, un autre bolivarien, qui disait : « Que le monde se greffe sur nos républiques ; mais nos républiques devront être le tronc » [voir Notre Amérique].

Notre affirmation d'indépendance est démocratique et pacifique ; défendre ce qui nous appartient n'est pas attaquer ce qui est étranger, et nous déclarons devant le monde que nous ne sommes ennemis d'aucune nation, d'aucune culture, d'aucune religion. La diversité du monde est sa richesse et la paix mondiale est notre idéal. Nous combattons la pauvreté, l'ignorance, la maladie, le racisme, le militarisme et le néo-libéralisme.

Nos buts sont condensés dans la Constitution de la République Bolivarienne du Vénézuéla, la seule constitution de notre histoire approuvée directement par le peuple souverain. Or, comme ce fut le cas pour Simón Bolívar, notre projet ne peut être accompli en une année, ni même en une vie : c'est la tâche de plusieurs générations.

Le coup d'État fasciste du 11 avril

Avec des succès et des erreurs, nous avons ouvert un chemin depuis 1998, mais ces efforts ont fait face à la réaction violente des forces des privilégiés.

Il y a un an de cela, les ennemis de la liberté travaillaient dans l'ombre. Pendant des mois, ils avaient projeté leur crime. Achetés avec de l'argent étranger, ils étaient prêts à trahir à leurs propres partisans. Il et à un an de cela, ils avaient déjà écrit le décret fasciste avec lequel ils voulaient nous convertir en leurs esclaves.

Ils étaient déjà au courant du massacre qui allait se produire le jour suivant : c'était une étape de plus dans leur stratégie, tout était froidement calculé. Les Vénézuéliens assassinés les 11, 12 et 13 avril, indépendamment de leurs positions politiques, ont été des victimes innocentes d'une conspiration antidémocratique et anti-nationale. Ils sont des martyrs de la démocratie et nous nous en souvenons avec douleur et respect. Nous ne devons jamais oublier que parmi eux aurait pu se trouver chacun d'entre nous.

Si le 11 avril a été le jour de la tragédie, le 12 avril a été celui de la honte. Ce jour-là fut instaurée au Vénézuéla une dictature patronale, une tyrannie fasciste.

Discours prononcé lors de la Rencontre Mondiale de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne

En moins de 24 heures, ils ont éliminé tous les pouvoirs publics, toutes les garanties et les libertés. En un jour seulement, ils ont fermé les stations de radio et de télévision, ils ont poursuivi des milliers de dirigeants politiques et sociaux, ils ont donné l'assaut à l'ambassade de Cuba, ils ont davantage violé les droits de l'Homme que pendant les 30 dernières années.

En une seule journée, ils ont annoncé leur programme de gouvernement. Retrait du Vénézuéla de l'OPEP, accord avec le FMI, vente de notre entreprise pétrolière PDVSA, début d'un plan d'armement, abrogation de l'augmentation du salaire des travailleurs, rupture des relations avec le gouvernement de Cuba. Rien qu'en une journée.

Leurs actions ont été saluées par des puissances étrangères et par le FMI. Leurs annonces ont été applaudies par des politiciens, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des intellectuels, des journalistes, des cardinaux, des évêques et des propriétaires de médias.

Honte éternelle à eux pour tout cela.

Et ce n'est pas par hasard que dans cette heure sombre de notre histoire, les partisans de la tyrannie faisaient disparaître l'image de Bolívar du palais présidentiel et éliminaient le nom de République Bolivarienne du Vénézuéla.

Ils ont déclaré eux-mêmes leur mépris envers notre histoire et envers les valeurs centrales de notre nation. En éliminant le symbole, ils ont cru qu'ils pourraient détruire la morale d'un peuple.

Nous devons ici nous rappeler les paroles de José de San Martín, Libérateur de l'Amérique du Sud, qui affirmait :

Ce que je ne puis concevoir est qu'il y ait des Américains qui, mus par un indigne esprit de parti, s'unissent à l'étranger pour humilier leur Patrie et la réduire à une condition pire que celle que nous subissons aux temps de la domination espagnole. Même le tombeau ne peut faire disparaître semblable félonie.

Le 13 avril est le jour de la dignité. Ce qui suit n'est qu'une histoire parmi les milliers d'histoires de ce jour. Un dirigeant social était recherché par la répression et craignait pour sa vie. À la radio, son nom était annoncé comme celui d'un dangereux terroriste. Il cherchait refuge dans un des quartiers pauvres de l'Est de Caracas tout en calculant ses prochaines étapes. À l'aube du 13 avril, des femmes du quartier qui savaient qu'il se dissimulait là sont allées le chercher et lui ont demandé :

- Et maintenant, qu'est-ce que nous allons faire ?

Il leur répondit qu'il ne savait pas, mais que le mieux était de rester à l'abri et d'attendre.

Elles insistèrent :

[-] Mais tu es dirigeant, tu dois savoir. Qu'est-ce que nous allons faire ?

Il leur répéta :

[-] Je ne sais pas.

Elles dirent :

[-] Nous devons faire quelque chose : nous allons descendre sur la place pour parler de ce que nous devons faire.

Aux premières heures du matin, il n'y avait que quelques dizaines de femmes, mais plus tard elles furent des centaines, puis des milliers. Elles décidèrent de se rendre à Miraflores pour voir ce qui se passait. Quand il les vit, le dirigeant pensa qu'il était plus sûr d'aller avec des milliers de personnes dans les rues au lieu d'attendre la police dans une maison. Dans l'après-midi, il y avait déjà des centaines de milliers, des millions de personnes dans les villes les plus importantes du pays.

Ces femmes du quartier populaire ont montré une compréhension des valeurs républicaines supérieure à celle des élites illustrées du Vénézuéla. Ces femmes sont les dignes représentantes d'un peuple libre. Ce sont des femmes boliviennes.

Car c'est le peuple qui, au cours de milliers de manifestations spontanées, a rejeté la guerre psychologique des médias et la répression de la police dans les rues pour exiger sa liberté. C'est le peuple qui, la Constitution en main, uni aux militaires défenseurs des garanties sociales, a abattu le fascisme et a rétabli dans ses fonctions le Président Constitutionnel de la République Bolivarienne du Vénézuéla, Hugo Rafael Chávez Frías, qui a gagné sa place à l'avant-garde de ce mouvement.

Jamais auparavant dans notre histoire il ne s'est produit quelque chose de semblable au 13 avril. C'est pourquoi je dis avec fierté que je parle aujourd'hui devant un peuple libre.

Le sabotage économique

La défaite de la tyrannie fasciste d'avril a été suivie d'un fait inhabituel au Vénézuéla : c'est la première fois depuis plus de cent ans que les fomenteurs de coup d'État mis en échec ne sont pas poursuivis par les vainqueurs. Un mélange de pardon politique et de bienveillance des tribunaux a permis aux golpistas de rentrer chez eux comme si rien ne s'était produit.

C'était l'occasion pour une tentative de réconciliation des dirigeants politiques vénézuéliens. Toutefois, les golpistas ont interprété la situation comme un signe de faiblesse du gouvernement et ont repris la conspiration.

Ce que Simón Bolívar avait décrit comme l'une des causes de la chute de la première république s'est reproduit ici. Il affirmait :

Après chaque conspiration suivait un pardon et après chaque pardon suivait une autre conspiration qui était de nouveau pardonnée, car les gouvernements libéraux doivent se distinguer par la clémence. Clémence criminelle, qui a contribué plus que tout à démolir la machine que nous n'avions pas encore parachevée ! [voir Manifeste de Cartagena].

La corruption des tribunaux est toujours une des grandes tares de nos institutions.

Ceux qui ont conspiré en avril ont commis l'acte d'agression le plus brutal depuis le blocus de nos côtes par l'empire britannique en 1902. Les mêmes personnages, la même coalition, les mêmes objectifs, mais maintenant avec une stratégie plus destructive.

Discours prononcé lors de la Rencontre Mondiale de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne

En agissant comme la cinquième colonne d'une armée étrangère, les fascistes ont bloqué les ports pour asphyxier économiquement notre peuple. Ils ont arraisonné des bateaux, ils ont détruit les systèmes de contrôle des raffineries, des oléoducs et des champs de pétrole. Ils ont fermé les écoles et les marchés, ils ont gelé l'argent des épargnants.

Ils ont mené à la faillite des milliers de petites entreprises et ont détruit des dizaines de milliers de postes de travail.

Ils ont laissé le Vénézuéla sans essence et sans gaz domestique et industriel. Tout ceci au milieu d'une incessante campagne de psychoterrorisme relayée par des médias qui avaient remplacé leur publicité par des appels permanents au coup d'État.

Il n'y a que des millions de dollars d'argent étranger qui permettent de comprendre le maintien de cette agression contre le Vénézuéla.

Ce n'étaient déjà plus le Président ou la démocratie qui étaient en jeu : la vie de millions de Vénézuéliens et l'existence même de la souveraineté nationale étaient maintenant attaquées. Comme toujours, les premiers à souffrir furent les plus faibles : les enfants, les personnes âgées, les malades, les femmes chefs de famille, les pauvres en général.

Le coup d'État n'est jamais arrivé, l'explosion sociale n'est jamais arrivée. Que s'est-il passé ? Le peuple bolivarien a résisté au coup anti-national avec une discipline collective jamais vue auparavant.

Des femmes et des hommes ont affronté de longues files d'attente pour acheter du gaz et de l'essence, ont résisté à la pénurie d'aliments. Les conducteurs du transport public ont résisté aux barrages des rues et des avenues, ont résisté aux tirs contre leurs véhicules pour les forcer à s'arrêter.

Les travailleurs du Métro de Caracas ont résisté aux alertes à la bombe sur leurs lieux de travail. Les travailleurs de Guayana ont lutté contre les coupures de gaz de leurs industries pour sauver le pain de leurs familles.

Des milliers de citoyens organisés dans des cercles bolivariens sont allés soutenir les travailleurs du pétrole. Les Forces Armées ont été déclarées en mobilisation maximale pour apporter des aliments au peuple et pour protéger et faire fonctionner l'industrie pétrolière. Les travailleurs, techniciens, marins et directeurs bolivariens de PDVSA ont avancé jour après jour dans la récupération de l'industrie pour atteindre les niveaux où elle se trouve aujourd'hui.

Le gouvernement a dirigé et a coordonné l'approvisionnement en pétrole et en denrées alimentaires depuis l'intérieur comme de l'extérieur du pays, en même temps qu'il faisait face aux conspirations politiques de l'opposition.

Aux moments les plus difficiles, la solidarité internationale fut présente. Le Brésil, Cuba, la République Dominicaine, Trinidad et Tobago et le Qatar ont rompu le blocus économique.

Les manifestations de soutien ne se sont pas fait attendre : de Porto Alegre à Mexico, de Madrid à Stockholm, la campagne internationale contre le Vénézuéla était combattue. À tous, à vous tous ici présents aujourd'hui, nous voulons faire part de notre infinie gratitude.

Cette combinaison de forces a mis en échec le coup de force économique contre les Vénézuéliens.

Toute cette histoire mérite d'être contée au monde. Nous ne l'oublierons jamais.

Les tâches de l'avenir proche

Le peuple bolivarien est aujourd'hui uni dans ses victoires contre le fascisme. Mais notre économie a été endommagée aussi fortement que si nous avions vécu une guerre. La pauvreté et le chômage nous frappent de plein fouet et nous devons entamer la reconstruction du pays. Notre administration publique n'est pas à la hauteur de l'urgence dans laquelle nous vivons. Les groupes fascistes mis en échec se sont réorganisés en faisant appel au terrorisme et à des campagnes de discrédit contre le Vénézuéla dans le monde. Dans leur folie, ils déclarent que leur propre pays est un « État voyou » et rêvent d'une invasion étrangère. Tout ceci se produit au milieu de la campagne électorale la plus sale de notre histoire.

Mais si nous maintenons la vigueur de l'alliance bolivarienne, si nous portons notre message à tous les Vénézuéliennes et Vénézuéliens et à toutes les nations du monde, nul doute que nous vaincrons encore.

Les boliviariens et l'Amérique Latine

Il nous a été donné de vivre des temps extraordinaires. Quand nous regardons en arrière, nous nous rendons compte de toute la distance parcourue, mais celle-ci semble bien courte quand nous regardons vers l'avenir

Le Vénézuéla change. L'Amérique Latine change. De grandes forces sociales en mouvement redéfinissent notre identité et nos aspirations.

Les indigènes, les afro-américains, les paysans, les travailleurs des villes, les femmes, tous s'allient pour choisir, pour la première fois depuis des siècles, des dirigeants qui ressemblent aux majorités qu'ils représentent.

José Martí disait : "Les villages qui subsistent en Amérique doivent se réveiller"

Et demandait : "Les peuples qui ne se connaissent pas doivent se hâter de se connaître". Notre horloge continentale marque l'heure pour les peuples d'aider les peuples.

Dans cette nouvelle émancipation de l'Amérique, nous, Vénézuéliens, offrons Bolívar. Et maintenant, nous pourrions mieux répondre : Pourquoi Bolívar ? Parce qu'il n'est plus un homme seul, ou des idées dans un livre : il est maintenant un peuple en action.

Parce qu'il est une invitation à tous les Latino-Américains à apprendre les uns des autres. À nous renforcer dans notre passé et dans notre présent commun. Parce que quand nous disons Bolívar, nous voulons dire Tupac Amaru, San Martín, Morazán, Martí, Juárez, Artigas et tous ceux qui ont combattu et combattent pour la libération de leurs peuples.

Et enfin, parce qu'il nous permet de vous dire qu'ici, c'est aussi votre patrie.

Merci beaucoup.

Post-scriptum :

** Directeur de l'École d'Histoire de l'Université Centrale du Venezuela*